Le festival SARD met le cinéma palestinien à l'honneur

Rencontre avec Anaïs Pitkevicht, responsable du festival SARD et spécialiste du cinéma palestinien.

Pouvez-vous nous présenter le festival ?

Anaïs Pitkevicht. Le festival SARD est né d'une rencontre entre Muriel Le Bloa et Hussam Hindi. Muriel est enseignante, notamment en arabe, à l'Université Rennes 2, et Hussam est très impliqué dans le secteur du cinéma en Bretagne. Il est l'un des anciens fondateurs du festival Travelling et il est lui-même Palestinien. Muriel a fait intervenir Hussam à Rennes 2 et, ensuite, a émergé la volonté de créer un temps fort autour du cinéma palestinien, en y impliquant notamment des étudiantes du BDE arabe.

Très vite, il y a eu cette volonté de diffuser le cinéma palestinien, et non pas des films sur la Palestine. Cette distinction est essentielle pour nous. Il existe beaucoup de films sur la Palestine, souvent en lien avec l'actualité. Le festival SARD à la volonté de montrer la culture, l'importance de la diversité, la volonté de présenter des cinéastes à part entière, qui parlent depuis un endroit et de certaines situations. La volonté d'éviter de poser un regard victimaire constant sur les palestiniens et les palestiniennes, y compris de la part de personnes impliquées et engagées vis-à-vis de la Palestine, qui peuvent parfois avoir un biais que moi, je qualifierais de néocolonial et très "sauveur blanc".

Il y a donc vraiment une volonté de diffusion de la diversité du cinéma Palestinien, que ça soit en terme de genre, de forme ou de durée.

Affiche du festival « SARD » 2026.

La première projection présente des films réalisés par des étudiantes et étudiants de Bethléem et de Rennes 2. Comment cette collaboration entre les deux universités s'est-elle mise en place ?

A.P. L'Université Rennes 2 a été très rapidement volontaire quand on leur a proposé de signer une convention de partenariat avec l'Université Dar Al-Kalima de Bethléem, dans laquelle il y a un cursus cinéma. À terme, quand ce sera possible, des étudiantes et étudiants de Rennes 2 iront à Al-Kalima, et inversement. Ce partenariat s'est concrétisé l'année dernière avec la venue de Saif Hammash, un jeune cinéaste qui avait fait ses études là-bas. On a présenté son film et il y a eu des rencontres avec quelques étudiantes du Master 2 d'écriture des réels.

En parallèle, avec la Cinémathèque de Bretagne, j'avais envie de travailler sur la question du cinéma d'archives pour l'édition 2026. Il se trouve que, dans les fonds de la Cinémathèque, il y a des films tournés en Palestine par des touristes, qui datent des années 30, 50, 80. On a donc construit un workshop pendant le festival. Avec Majdi El-Omari, enseignant référent du département cinéma à Bethléem, comme les étudiantes et étudiants avaient à réaliser un film expérimental dans leur cursus, on a pensé que c'était l'opportunité qu'ils se réapproprient et utilisent ces images d'archives .

On a essayé de construire avec les étudiantes et étudiants, voir comment chacune et chacun pouvait se positionner, notamment du côté des étudiantes françaises : venir sans être dans une posture surplombante. Parce que, pour le coup, les Palestiniens n'en ont pas besoin. Ça s'est construit au fur et à mesure, avec aussi le soutien de Shayma' Awawdeh, une des cinéastes qui fait un gros travail d'archives et qui sera présente si les vols ne sont pas annulés. Elle a notamment gagné le grand prix au Festival du court métrage de Clermont-Ferrand, pour un film qu'on va diffuser, basé lui aussi sur un travail d'archives. C'est une étape supplémentaire dans la collaboration mise en place il y a un peu plus d'un an. Et on verra comment construire la suite.

Ces films retravaillent des images d'archives tournées en Palestine entre les années 1930 et 1990. Pourquoi est-il important aujourd'hui de redonner à voir ces images et de continuer à faire exister un festival comme SARD ?

A.P. Dans ces images, ce n'est pas tant de montrer ces images, en particulier celles de la Cinémathèque de Bretagne, que la réappropriation qu'en font les étudiantes et étudiants Palestiniennes et Palestiniens. Ce sont des images tournées par des touristes, la plupart français, de paysages qui n'existent plus, ou d'endroits où les Palestiniennes et Palestiniens ne peuvent pas aller. Par exemple, à Jaffa ou à Jérusalem : les étudiantes et étudiants, en l'occurrence, ne peuvent pas s'y rendre.

Il s'agit donc de se réapproprier ces narratifs à partir d'images tournées par des touristes. Et ça permet de faire un pont continuel avec ce qui se passe aujourd'hui en terme de cinéma palestinien. Il y a un vrai besoin, depuis quelques années, de la part des cinéastes palestiniens, de récupérer et retravailler les images d'archives tournées dans leur pays, un peu partout dans le monde, pour créer une continuité. C'est important pour nous que de nouvelles générations de cinéastes palestiniennes et Palestiniens puissent les utiliser pour leurs propres travaux.

La deuxième partie de la soirée montre des films militants palestiniens produits par l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Ces films ont longtemps été considérés comme perdus avant d'être retrouvés grâce au travail de la cinéaste et chercheuse Khadijeh Habashneh. Que représente cette redécouverte pour l'histoire du cinéma palestinien et pour la transmission de cette mémoire ?

A.P. En effet, Khadijeh Habashneh, chercheuse et cinéaste, a mené pendant une quarantaine d'années un travail de recherche pour retrouver ces films. L'OLP avait créé une unité de cinéma, d'abord à Amman, puis à Beyrouth. En 1982, lors de l'invasion du Liban par Israël, beaucoup d'archives ont été pillées, détruites ou confisquées. Mais certains films avaient été envoyés dans des festivals à travers le monde. Il y a donc eu un long travail de recherche pour les retrouver pendant une quarantaine d'années. Ils ont ensuite été numérisés grâce à l'aide de l'Institut français de Jérusalem, à la Cinémathèque de Toulouse. Aujourd'hui, ils appartiennent au Ministère palestinien de la Culture, mais en l'absence de cinémathèque en Palestine, ils restent conservés à Toulouse.

Certains cinéastes travaillent sur les archives, comme Mohanad Yaqubi, qui fait un gros travaille de combler les trous dans l'histoire du cinéma palestinien et de recréer une continuité, à la fois historique et cinématographique. La période des années 70-80 est assez charnière sur la production de films. Le cinéma y était vu comme un outil politique. Ce sont des objets particuliers : l'OLP, notamment le Fatah (en arabe al-Fatah ou al-Fath (« conquête ») Mouvement de libération nationale de la Palestine), avait cette pensée d'utiliser le cinéma pour montrer leur combat à travers le monde.

Aujourd'hui, cela permet de combler un vide, mais aussi de ne pas réduire le cinéma palestinien aux fictions qui sont liés à la Palestine. Montrer qu'il y a autre chose qui existe, de récupérer une mémoire, des images de cette période historique, liée à l'évolution politique dans ces années-là, où le FATA (un parti politique nationaliste palestinien qui est le plus important de l'Organisation de libération de la Palestine) et l'OLP étaient très importants et le côté militant aussi. Cela évite aussi une forme de fantasme : pendant longtemps, ces films étaient étudiés par des chercheurs, mais pas visibles. Les rendre accessibles permet enfin de relier les recherches aux images.

Cette soirée est organisée en partenariat avec le centre des langues et le BDE d'arabe de l'Université Rennes 2. Pourquoi était-il important pour vous d'impliquer l'université dans cette soirée ?

A.P. On travaille avec Muriel Le Bloa et quelques étudiantes, même si aujourd'hui, elles ne le sont plus toutes, c'était leur point commun au départ. C'est très important que ce lien autour de l'université persiste, c'est historique. Il y a beaucoup de personnes très investies à Rennes 2, des étudiantes et étudiants, des collectifs. Et sur le cinéma palestinien, ça permet aussi de décaler un peu le regard et de le recentrer sur le cinéma. J'espère que beaucoup d'étudiantes et étudiants seront présents le mardi 24 mars à 18h et 20h au Tambour pour découvrir ces films !

Propos recueillis par Léa Montézin (Service culturel - Université Rennes 2), en mars 2026.

20 mars 2026